

## Trêve précaire dans l'attente d'un émissaire de l'ONU

Les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ont marqué une pause, lundi 23 mai, dans leur offensive contre les forces gouvernementales, à l'occasion de la visite au Rwanda d'un émissaire de l'ONU, Iqbal Riza, qui doit préparer avec les belligérants le déploiement des renforts de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR).

M. Riza a rencontré les dirigeants du FPR dans leur quartier général de Mulindi, dans le nord du pays, mais au lieu de poursuivre sa route jusqu'à Kigali il est retourné jusqu'à la frontière ougandaise, après avoir estimé que sa sécurité n'avait pas été expressément garantie par les deux parties. Il devait prendre mardi un avion pour Kigali.

Alors que la trêve de deux jours demandée par l'ONU aux belligérants avait pour but d'assurer la sécurité de l'envoyé de l'ONU, le secrétaire général du FPR, Théogène Rudasingwa, a affirmé, lundi, au cours d'une conférence de presse à Nairobi : « Il n'y a pas de trêve, les Nations unies exagèrent. » « Nous continuerons de nous battre jusqu'à ce que la machinerie militaire qui a transformé le Rwanda en cimetière soit mise hors d'état de nuire », a-t-il ajouté. Le FPR a affirmé qu'il ne s'opposerait pas à l'acheminement de l'aide humanitaire internationale via l'aéroport de Kigali. Pour la première fois en cinq jours, un avion de l'ONU a pu atterrir lundi à Kigali, avec à son bord de l'aide humanitaire et une dizaine d'observateurs militaires de la MINUAR.

L'Organisation de l'unité africaine (OUA) a fait savoir lundi à Addis-Abeba que huit pays d'Afrique ont indiqué être prêts à envoyer des troupes au Rwanda. Un porte-parole de l'OUA a précisé que le Zimbabwe, la Tanzanie, le Ghana, le Nigéria, la Namibie, le Sénégal, la Zambie et le Congo avaient manifesté « leur soutien et leur engagement clair en faveur de l'opération des Nations unies au Rwanda ».

D'autre part, Amnesty International a accusé lundi les forces armées rwandaises et le gouvernement à propos des massacres. « Les forces armées rwandaises et le gouvernement semblent être responsables d'avoir incité, commis et trouvé des excuses aux tueries de masse, particulièrement de membres du groupe ethnique tutsi

(minoritaire) », écrit l'organisation dans un rapport dont une copie a été distribuée au siège de l'ONU.

Selon l'organisation, « des déclarations faites par le gouvernement (rwandais) et d'autres responsables depuis octobre 1990 visaient de toute évidence à inciter les Hutus à tuer tous les Tutsis, avec une intention apparente de génocide ». Amnesty déclare cependant disposer d'informations sur des tueries « délibérées et arbitraires » dont auraient été victimes des partisans gouvernementaux et commises par des combattants du FPR ou par des civils dans des régions sous leur contrôle, « bien que cela n'ait pas atteint du tout la même échelle ».

— (AFP, Reuter.)